

Bilan du Comité aux luttes sociales

Complété le 3 février 2012

Le présent bilan a pour objectif de faire une rétrospective sur les principales contributions du Comité aux luttes sociales (CLS) au cours des deux derniers mois. Il va sans dire qu'une effervescence palpable parcourt ce comité depuis peu, c'est pourquoi il nous fera plaisir de répondre aux questions suscitées.

Frontispice

L'un des défis posé par la rédaction du présent bilan, outre la difficulté d'être exhaustif, pourrait se résumer ainsi : comme nous travaillons « avec » d'autres groupes, et que nous avons pour mandat de tisser des liens, où tracer la ligne entre « notre » contribution et le travail collectif issu d'une multitude de personnes ?

Dans bien des cas, il est bon de le rappeler, la ligne a pu être mince entre ce qui constitue une action du CLS ou une collaboration de ses membres à des actions entreprises par d'autres groupes, collectifs ou structures. Cela se complique lorsqu'on nous demande de « prendre des mandats », en instance de la CLASSE, lorsqu'avec ces groupes nous entreprenons des projets communs : contribuons-nous à titre individuel dès lors que, la situation évoluant, nous passons d'un projet à l'autre ? Le cas échéant, il n'est pas impossible que ce « flou » persiste et qu'on attribue au CLS des actions de ses membres sans que cela soit voulu. La situation se complique encore quand on ajoute les multiples enchevêtrements de mandats avec d'autres comités ou conseils. De plus, jusqu'au Congrès du 22 janvier dernier, la plupart des membres étaient engagés à divers titres auprès du CLS, et que ce n'est que par la suite que ces relations se sont davantage formalisées, suite à l'élection de cinq personnes supplémentaires.

Puisqu'il n'est pas dans notre intention de revendiquer toutes les réalisations du présent bilan « à notre compte », il s'agira d'offrir un éclairage – nécessairement *partiel* – sur le travail qui fut accompli dans les faits, que ce soit par nous ou par des collaborations.

Ce second bilan se basera sur les perspectives déjà ébauchées lors du premier qui fut déposé au début du mois de décembre dernier. N'hésitez pas à nous demander des éclairages supplémentaires sur le « respect des mandats » lorsque vous jugez que nos comptes-rendus ne sont pas assez clairs.

1 – Renforcer nos liens avec les milieux étudiants anglophones

Le déficit de communication, constaté en novembre dernier (suite, entre autres, à l'occupation du James Administration Building de McGill), entre les campus de langue anglaise et française a été l'objet d'un grand nombre d'efforts et de réussites éclatantes. Suite à la tenue, le 14 décembre dernier, d'une deuxième réunion organisée conjointement avec des militant-e-s de Concordia, McGill et l'UQAM – sans compter la présence de gens en provenance de divers Cégeps – plusieurs besoins formulés ont commencé à prendre forme concrètement :

1. Participation réciproque aux instances, réunions et rencontres : La première solution envisagée afin de répondre rapidement au manque de communication était d'intensifier les liens et les collaborations en invitant chacune et chacun aux rencontres des autres. En plus de la présence en Congrès, plusieurs personnes qui ont pris part à cette initiative sont devenues membres de divers comités et conseils de la CLASSE. Inversement, davantage de gens de l'UQAM et de divers Cégeps ont co-organisé des activités communes avec des gens de McGill et Concordia, en plus d'assister aux réunions sur ces campus.
2. Organisation d'un camp de formation en anglais (Winter Camp, 14 et 15 janvier) : Une idée qui avait émergé informellement lors de discussions en décembre dernier était celle d'organiser, sur les campus de McGill et Concordia, un camp de formation qui compléterait, autant que possible, celui que la CLASSE tiendrait en janvier.

L'activité, qui a attiré plus de 30 personnes simultanément les deux jours, a permis la tenue de divers ateliers :

- L'histoire du mouvement étudiant au Québec, ainsi que plus spécifiquement sur l'activisme de la dernière décennie à Concordia et à McGill;
- La marchandisation de l'éducation ainsi que les contre-arguments par rapport à la hausse des frais;
- Une discussion avec des militant-e-s du Chili;
- Comment éviter et reconnaître les signes du burnout;

- Comment organiser une assemblée générale de grève;
- Ce qu'il faut savoir à propos de la grève générale;
- Judiciarisation et sécurité lors d'actions;
- La situation des étudiant-e-s internationa/ux/les;
- Production de matériel d'information.

3. Manifestation commune du 2 février « Don't fuck with notre éducation »: Bien qu'étant une activité autonome extérieure à la CLASSE, la manifestation du 2 février s'inscrit dans le prolongement de cette démarche de rencontre entre campus de langues anglaise et française. En partance de Concordia, la manifestation a traversé McGill, le Vieux-Montréal et a terminé sa route à l'agora de l'UQAM. Sur le chemin des collants multiples furent apposés, une séance de recrutement du SCRS fut perturbée, tout comme une conférence du Parti Québécois. Plus de cinq bannières bilingues furent suspendues à divers endroits sur le parcours, alors que s'alternaient des slogans dans les deux langues. L'action, qui avait pour thème l'opposition à la marchandisation de l'éducation, s'inscrivait dans le cadre de la lutte actuelle, tout en tâchant de dénoncer les logiques derrière les hausses de frais.

Loin de s'arrêter là, les gens engagés dans cette démarche comptent récidiver dans un avenir rapproché. Bien que la majeure partie de ce travail se soit déroulé sans caution d'une organisation nationale, plusieurs associations locales membres de la CLASSE et des dizaines de personnes y compris la moitié des membres du CLS ont participé à assurer le succès de ces activités que le comité lui-même ne revendique pas officiellement.

Les démarches pour joindre la CLASSE par les militant-e-s de la *Arts Undergraduate Society* de McGill, de la *Graduate Student Association* ainsi que divers départements, dont *Women's Studies*, de Concordia nous permettront de voir si les étudiant-e-s membres désirent officialiser ces liens « officiels » qui se tissent depuis l'automne.

2 – Construire une solidarité syndicale sans frontière, ici et ailleurs

Le CLS est le descendant du défunt Comité aux relations internationales. Dans l'idée de ranimer l'esprit « sans frontière » qui avait présidé – dans le sillon de la contestation du Sommet des Amériques et de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA) – à la fondation de l'ASSÉ, un accent particulier a été mis sur les diverses interactions qui ont lieu entre le Québec et le « reste du monde ». La transgression des frontières a tout intérêt à ne pas être simplement envisagée de façon littérale, puisqu'ici même un travail d'intercompréhension, de partage, de « visibilisation » et d'organisation collective doit avoir lieu.

1. Atelier conjoint CLASSE-CUAL sur les luttes en Amérique latine : le 26 janvier dernier avait lieu un atelier cherchant à faire suite à la Manifestation de solidarité avec les luttes étudiantes en Amérique latine du 24 novembre dernier. Co-organisé avec le Comité UQAM Amérique latine et le CLS, l'événement de soirée a accueilli une dizaine de personnes et a donné lieu à des témoignages nombreux sur diverses expériences de luttes au Mexique, au Chili, en Espagne et en Colombie, avec un regard croisé sur la situation de la lutte étudiante au Québec. Une liste d'adresses courriel a été recueillie pour des initiatives ultérieures.
2. Atelier au Camp de formation de la CLASSE : L'atelier intitulé « Crises du capitalisme et solidarité étudiante internationale » a attiré près d'une quarantaine de personnes, y compris des non-étudiant-e-s, et fut co-animé par quatre membres du comité. Une liste de noms fut compilée pour informer les gens d'initiatives liées aux questions et perspectives qu'à soulevé l'atelier.
3. Organización Continental Latinoamericana y Caribeña de Estudiantes (OCLAE) : Du 13 au 17 février prochain, une délégation paritaire entre l'exécutif et le CLS partira à Cuba pour assister à une réunion du Secrétariat général de l'Organisation continentale latino-américaine et caribéenne étudiante. Beatriz Muñoz partira en compagnie de Philippe Lapointe. Le comité tente de trouver du financement pour permettre aux deux délégué-e-s de défrayer leurs billets d'avion. Un bilan spécifique de la visite sera déposé au retour de la réunion à

Cuba. La Manifestation étudiante internationale appelée par la CLASSE pour le 13 mars prochain y sera, entre autres, discutée.

4. Manifestation étudiante internationale du 13 mars 2012: Le conseil exécutif, le Comité média et le CLS collaborent actuellement à l'élaboration d'une invitation et d'un communiqué de presse commun basées sur une plateforme commune pour la manifestation. Le Chili a déjà adopté la date. Le réseau International Student Movement (ISM) sera consulté très bientôt au sujet de l'événement, tout comme l'OCLAE. Lorsque l'invitation sera terminée, ce qui ne saurait tarder, un envoi courriel massif comprenant toutes les informations pertinentes sera envoyé sur de multiples listes afin que tou-te-s puissent contacter des camarades à l'étranger pour que la manifestation s'organise à plusieurs endroits simultanément. Plusieurs personnes ont exprimé un intérêt pour nous aider lors de l'organisation de la manifestation, et la logistique risque d'impliquer de plus en plus de gens à mesure que se rapprochera la date butoir.
5. Fondation d'un réseau « Éducation sans frontière »: En ce moment, un groupe constitué pour le moment majoritairement de membres de Solidarité sans frontière (SSF) travaille à l'élaboration d'une déclaration commune (de concert avec l'ASSÉ/CLASSE), véritable manifeste fondateur pour un réseau axant ses efforts en vue d'une gratuité scolaire intégrale et de la protection des sans-statut spécifiquement en lien avec l'instruction publique québécoise. Un livret explicatif est en cours de rédaction, et le comité information sera mis à contribution pour sa conception. Le livret sera distribué massivement aux associations membres qui le désirent, dans la perspective de sensibiliser les étudiant-e-s et le reste de la population à la problématique des sans-statut/sans-papier en lien avec l'éducation.
6. Initiative en vue d'une auto-organisation des étudiant-e-s internationa/ux/les: S'il ne s'agit pas d'une initiative du CLS, nous suivons attentivement les discussions autour de la construction d'un ensemble de revendications portées par et pour les étudiant-e-s internationa/ux/les. Dans les semaines à venir,

des rencontres d'organisation auront lieu, et le fruit des discussions sera partagé avec les membres de la CLASSE.

7. Edufactory, L'Université est à nous !: Fin avril, donc après la grève, aura lieu un colloque intitulé « Des luttes : au sein et au-delà de l'université néolibérale ». Cette initiative de l'Assemblée générale de l'Université de Toronto cherche à rassembler un grand nombre de gens, d'analyses et d'expériences de luttes en provenance de partout afin de partager cette information et d'enrichir nos luttes au local. Sous réserve d'approbation des instances, l'ASSÉ y enverrait une délégation mixte pour apporter une contribution et ramener l'information pertinente.

3 – Luttes sociales conjointes ?

Le mandat du CLS s'étend bien au-delà de ce qu'un comité de six personnes peut accomplir. Il sera toujours possible de rappeler les angles morts du CLS, les « luttes oubliées » ou négligées (par ex. : en ce moment, rien n'a été fait sur les luttes autochtones qui méritent elles-aussi une attention de la part de notre mouvement). Mais outre ce constat, la question doit quand même être posée et s'articuler de façon autrement moins superficielle qu'une déduction, et doit être débattue dans le concret. La lutte actuelle est déjà bien plus complexe qu'on parvient à l'articuler le plus souvent à l'oral, et elle tend en ce moment à canaliser nos efforts dans sa direction alors que nous tentons de l'enrichir sémantiquement. Pour arriver à consolider notre travail, et donc parvenir à des résultats tangibles au lieu de simples énoncés de bonnes intentions, il nous faudra trouver un équilibre entre exhaustivité « en étendue » et pertinence « en profondeur ».

Pour les luttes en commun, le CLS cherchera à travailler davantage avec le comité femmes sur les mandats conjoints, dont celui relatif aux personnes invisibilisées. Nous espérons pouvoir articuler une pratique réellement réflexive et auto-critique, et c'est pour cela que « notre travail » (si tant est qu'on peut le circonscrire de la sorte) est davantage un processus qui devra constamment remettre en cause le *statu quo* de l'ASSÉ et de la CLASSE pour être réellement effectif. Nous ne pourrions, à ce titre, nous priver des critiques extérieures et intérieures, et nous devons nous entourer de personnes stimulantes. Et il semble que cela ait déjà commencé...